

JUSTICE

PROJET D'ENGAGEMENT POUR LE 5^e PLAN D'ACTION NATIONAL DU CANADA POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT (2022-2024)

PROBLÈME À RÉGLER

Énoncé de problème : les personnes au Canada ont soulevé le besoin d'intervenir dans la crise qui sévit au pays en matière d'accès à la justice et de favoriser des résultats justes pour tous.

Contexte : La dernière année a mis en lumière l'importance des efforts déployés visant la justice et la lutte contre le racisme et la discrimination, lesquels ont été mis à l'avant-plan dans le cadre de mouvements internationaux. Nous avons également constaté les effets secondaires de la pandémie qui ont fait naître d'autres problèmes d'accès à la justice, tels que les problèmes juridiques liés à la détention, à l'emploi, au logement et à l'endettement. L'accès à la justice et la justice ouverte sont essentiels pour aider les individus, les collectivités, les organisations de la société civile et les gouvernements à travers le pays à avoir accès aux données, à l'information et aux services dont ils ont besoin pour cerner leurs problèmes juridiques et les régler efficacement. Cela permet d'assurer une approche pour la justice axée sur les personnes qui permet de faire avancer l'égalité, de promouvoir l'autonomisation juridique et de mieux comprendre les besoins juridiques de la population canadienne, notamment des peuples autochtones, des communautés racisées et des autres populations traditionnellement mal desservies.

Pour d'autres renseignements sur les commentaires reçus des Canadiens et de la société civile et les pratiques exemplaires internationales, veuillez lire le présent document d'information thématique¹. Pour en apprendre davantage sur les travaux que mène Justice Canada pour améliorer l'accès à la justice, veuillez consulter les ressources disponibles sur le [site Web Accès à la justice](#) ainsi que le [Tableau de bord](#) et le [Rapport sur l'état du système de justice pénale](#).

TITRE DE L'ENGAGEMENT

Justice

MINISTÈRES ET ORGANISMES RESPONSABLES

1. Justice Canada
2. Gendarmerie royale du Canada
3. Centre de recherches pour le développement international

JALONS ET INDICATEURS

1. **Jalonⁱⁱ : recueillir et partager des données, y compris les données désagrégées**

Indicateurs

- 1.1. **Sommet pour la démocratie** - Achèvement de l'[Enquête canadienne sur les problèmes juridiques](#) (ECPJ) et communication des résultats, y compris le fichier de micro-données à grande diffusion (FMGD) (d'ici février 2022).
- 1.2. **Sommet pour la démocratie** - Achèvement des études qualitatives sur les populations LGBTQ2, les Canadiens noirs, les personnes en situation de handicap, les immigrants et les peuples autochtones et communication des résultats pour compléter les données quantitatives de l'ECPJ (d'ici le printemps 2022).
- 1.3. **Sommet pour la démocratie** - Préparation et publication des [rapports sur l'aide juridique](#) (annuellement).
- 1.4. **Sommet pour la démocratie** - Tenue à jourⁱⁱⁱ du rapport et du tableau de bord sur l'[état du système de justice pénale](#) (annuellement).
- 1.5. Collecte et communication de données de grande valeur, entre autres, sur diverses activités de maintien de l'ordre et la composition de la main d'œuvre (d'ici mai 2023).
 - 1.5.1. Établir et publier un répertoire de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sur les ressources de données et d'information ayant une valeur opérationnelle.
 - 1.5.2. Publier, sur le Portail de données ouvertes du Gouvernement du Canada, les jeux de données ouvertes de la GRC, définis et approuvés (en cours).^{iv}

2. Jalon : relever les pratiques prometteuses et les partager

Indicateurs

- 2.1. **Sommet pour la démocratie** - Collaboration avec le Conseil des tribunaux administratifs canadiens ([CTAC](#)) pour appuyer la réalisation d'ateliers visant à favoriser une meilleure compréhension des pratiques exemplaires et à les promouvoir (d'ici juin 2022).
- 2.2. **Sommet pour la démocratie** - Soutien au développement des centres de justice communautaire en tant que pratique prometteuse (en cours).
- 2.3. **Sommet pour la démocratie** - Publication des pratiques prometteuses tirées des évaluations, des rapports annuels et des travaux fédéraux, provinciaux et territoriaux, le cas échéant^v (en cours).

3. Jalon : Améliorer les connaissances juridiques et l'autonomisation juridique

Indicateurs

- 3.1. **Sommet pour la démocratie** - Mise à jour régulière de [Chartepédia](#) sur le site Web de Justice (en cours).
- 3.2. **Sommet pour la démocratie** - Publication d'une cartographie de données géospatiales des services financés par le Programme de justice applicable aux Autochtones (en cours).
- 3.3. **Sommet pour la démocratie** - Publication d'une série d'outils relatifs au droit de la famille, notamment ceux indiqués ci-après (d'ici l'été 2023).
 - 3.3.1. Cinq [cours en ligne](#)^{vi} à venir sur le projet de loi C-78 (violence familiale, réinstallation, règlement des différends familiaux et responsabilités des parties, rôle parental et exécution réciproque des ordonnances alimentaires).

- 3.3.2. Fiche d'information en ligne sur les dispositions du projet de loi C-78 relatives aux langues officielles.
- 3.3.3. Matériel en ligne pour les professionnels du droit sur les Conventions de La Haye de 1996 et 2007.
- 3.3.4. Matériel en ligne pour les professionnels sur les modifications apportées à la *Loi d'aide à l'exécution des ordonnances et des ententes familiales*, en particulier celles qui concernent la déclaration du revenu.
- 3.3.5. Un outil sur la violence familiale pour les conseillers juridiques en droit de la famille.
- 3.4. **Sommet pour la démocratie** - Élaboration d'un outil d'évaluation de l'impact sur les droits de l'enfant (EIDE) et d'un cours en ligne connexe sur la [Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies](#) et la façon d'utiliser l'outil d'EIDE (d'ici l'automne 2021).
- 3.5. **Sommet pour la démocratie** - Soutien à un réseau de centres d'information juridique offrant des services gratuits aux communautés de langues officielles en situation minoritaire (en cours).
- 3.6. **Sommet pour la démocratie** - Activités de communication visant à soutenir l'amélioration des connaissances juridiques, notamment :
 - 3.6.1. la promotion de l'anniversaire de la [Charte](#) et des ressources en ligne chaque année en avril;
 - 3.6.2. la sensibilisation du public à la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) et au projet de loi fédéral;
 - 3.6.3. la mise à jour de la [version numérique en braille du Code criminel](#) et la publication de versions accessibles de la législation ou du contenu connexe;
 - 3.6.4. les versions accessibles des produits de communication du Canada sur l'aide médicale à mourir ([AMD](#)).

4. Jalon : favoriser les partenariats et la collaboration pour améliorer l'accès à la justice

Indicateurs

- 4.1. **Sommet pour la démocratie** - Collaboration avec les partenaires provinciaux et territoriaux (en cours).
- 4.2. Participation à la [Coalition sur la justice du Partenariat pour un gouvernement ouvert \(PGO\)](#) (d'ici le printemps 2022).
- 4.3. Collaboration avec le [Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale](#) (en cours).
- 4.4. Établissement de partenariats internationaux, notamment avec l'Organisation de coopération et de développement économiques ([OCDE](#)) et le groupe [Pathfinders](#) (en anglais seulement) (en cours).
- 4.5. Contribution à la création d'une communauté de pratique locale et d'un programme d'apprentissage mondial sur l'autonomisation juridique qui documente les pratiques prometteuses et améliore l'accès aux outils permettant de faire progresser l'autonomisation juridique (en cours) [cible : jusqu'à 15 études de cas, minimum 10] (d'ici juin 2022).
- 4.6. Collecte de preuves empiriques et réalisation d'analyses comparatives sur les approches innovantes et efficaces de la justice communautaire et de l'autonomisation juridique afin de lutter contre l'exclusion et les injustices [cible : 6 études de cas nationales, minimum 3] (d'ici juin 2023).

5. Jalon : élaborer une feuille de route pluriannuelle pour le gouvernement ouvert à la GRC

Indicateurs

- 5.1. Élaboration d'une stratégie pour un gouvernement ouvert à la GRC, dont un plan d'action pluriannuel (diffusé publiquement) (d'ici mars 2022).
- 5.2. Création d'un bureau pour un gouvernement ouvert comprenant des ressources consacrées à la promotion de l'ouverture et de la transparence au sein de la GRC (en cours).
- 5.3. Mise sur pied d'un groupe de travail sur le gouvernement ouvert à la GRC, regroupant des intervenants clés provenant de l'ensemble de la GRC, à qui il appartiendra de trouver des données et de l'information, et de les publier, et de promouvoir une culture d'ouverture, de transparence et de responsabilisation fondée sur les principes et les pratiques d'un gouvernement ouvert. De plus, la GRC participera activement aux initiatives et aux groupes de travail interministériels sur la justice et les questions connexes à la justice portant sur la transparence et le gouvernement ouvert (en cours).
- 5.4. Établissement d'un forum multi-intervenants à la GRC (p. ex., organisations non gouvernementales, autres ministères, secteur privé, milieu universitaire, représentants de la collectivité, notamment les peuples autochtones, les communautés LGBTQ2 et les jeunes) pour faciliter l'entretien de discussions sur les priorités et les domaines d'intérêt pour favoriser l'ouverture et la transparence à la GRC (en cours).

ⁱ Posté par EveGrebert le 02/04/2022 à 1:01pm

Lien vers le document d'information thématique :

<https://letstalkopengov.ca/16360/widgets/71840/documents/60900>

ⁱⁱ Posté par Nicole Priddle le 02/18/2022 à 4:15pm

Les renseignements personnels des citoyens sont de plus en plus communiqués et il faut trouver de nouvelles façons de gérer les consentements à mesure que la technologie progresse. Il est primordial de considérer les besoins des citoyens et de leur fournir des mesures de sécurité et de protection adéquates (p. ex. les personnes âgées et d'autres groupes vulnérables). De plus, on dénombre beaucoup de plateformes qui permettent aux utilisateurs de générer leurs données. On veut évaluer la qualité des données, ce qui pourrait être une occasion pour le gouvernement d'offrir de nouveaux services.

On doit établir des partenariats pour obtenir des renseignements auprès d'entreprises privées et une meilleure distinction entre les données publiques et privées, avec des politiques et des lois à l'appui qui prennent en compte des principes éthiques.

L'Union européenne (UE) travaille à l'élaboration d'un règlement sur la gouvernance des données pour gérer les données utilisées dans les domaines d'intérêt public. Il peut être intéressant d'y jeter un coup d'œil.

ⁱⁱⁱ Posté par michael le 02/07/2022 à 7:33pm

Avez-vous plus de détails sur sa signification? S'agit-il d'un changement apporté à la procédure?

^{iv} Posté par michael le 02/07/2022 à 7:34pm

Je présume que tous les ministères qui publient des données ouvertes respectent un engagement existant. Pouvez-vous donner plus de précisions sur les changements?

^v Posté par michael le 02/07/2022 à 7:35pm

Pouvez-vous fournir plus de renseignements sur cet engagement? Surtout la partie sur "le cas échéant"?

^{vi} Posté par michael le 02/07/2022 à 7:36pm
Les détails sont très pertinents.